**RAJUSTER, RÉÉQUILIBRER ET REPENSER LA CONTRIBUTION
DES INSTITUTS POLYTECHNIQUES À LA PRODUCTIVITÉ ET À
LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES**

**Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des
communes à l'occasion de ses consultations prébudgétaires**

Août 2017

Résumé

Les instituts polytechniques¹ du Canada recèlent un potentiel d'innovation et de développement des compétences considérable, mais inexploité. Or, ce potentiel pourrait jouer un rôle décisif pour remédier aux problèmes de productivité et de compétitivité. Des investissements dans les instituts polytechniques et des mesures de renforcement de leurs capacités seraient extrêmement bénéfiques pour l'économie canadienne.

Polytechnics Canada, l'association nationale qui représente les instituts polytechniques, les collèges et les instituts de technologie se consacrant à la recherche, présente ici une série de recommandations visant à rajuster, à rééquilibrer et à repenser les mesures de soutien fédéral en vue d'améliorer la productivité et la compétitivité :

- Accroître l'aide à la recherche appliquée et à l'innovation dans les instituts polytechniques et les collèges;
- Améliorer l'accès des entreprises aux capacités d'innovation des instituts polytechniques;
- Mettre en place un programme régional de bons de commercialisation;
- Investir dans de nouveaux outils d'information sur le marché du travail;
- Bonifier les mesures de soutien fédéral à l'apprentissage intégré au travail;
- Investir dans les aides à la reconnaissance des acquis pour les travailleurs en milieu de carrière.

Polytechnics Canada peut mettre à la disposition du Comité la ventilation des coûts associés à chacune de ses recommandations si celui-ci le lui demande.

Au Canada, les problèmes de productivité du travail et de compétitivité des entreprises ne datent pas d'hier. Certes, l'inégalité des revenus et la disparité économique entre les régions aggravent ces problèmes, mais la nature changeante du travail attribuable à l'automatisation, l'évolution de la technologie à l'échelle mondiale et la vague imminente de retraites accentuent l'incertitude économique. Pour contrer ces tendances, en particulier en cette période de déficit budgétaire, il est essentiel de se doter de politiques et de programmes bien ciblés et efficaces destinés à accroître la productivité et la compétitivité. Le maintien du statu quo ne peut aboutir à une croissance réelle et inclusive.

Les instituts polytechniques constituent un important levier de développement économique pour remédier à ces problèmes chroniques, mais leurs capacités sont largement sous-exploitées dans les politiques et les programmes fédéraux.

¹ Pour des raisons d'espace, le terme « instituts polytechniques » regroupe les collèges, les instituts de technologie et d'apprentissage appliqué et les instituts polytechniques publics, selon la désignation en usage dans les provinces. Les instituts polytechniques se distinguent des universités et des collèges communautaires par le genre de diplômes qu'ils décernent et par le fait que les compétences qu'ils enseignent et les innovations qu'ils mettent au point répondent aux besoins de l'industrie et des employeurs. Les membres de Polytechnics Canada sont de grands établissements polytechniques canadiens d'enseignement appliqué qui se consacrent à la recherche.

Sous de nombreux aspects interreliés, les instituts polytechniques contribuent de façon tangible à la productivité des travailleurs et à la compétitivité des entreprises. En augmentant la capacité de production par la formation de la future main-d'œuvre multidisciplinaire du Canada, les instituts polytechniques offrent aux entreprises canadiennes des solutions en matière d'innovation et de commercialisation, qui les rendent plus concurrentielles sur les marchés intérieurs et mondiaux.

Les instituts polytechniques ont pour mission d'offrir un enseignement, une formation et une capacité d'innovation fondés sur les résultats et orientés par la demande. C'est cette vocation qui les différencie des universités, qui sont quant à elles axées sur la recherche exploratoire.

En dépit des contributions des instituts polytechniques à l'économie canadienne, d'importants obstacles systémiques continuent de restreindre leur incidence :

- On considère souvent à tort qu'il existe un clivage net entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Cette perception crée des tensions inutiles et contre-productives entre les programmes, alors qu'ils devraient soutenir ces deux formes de recherche.
- La science et l'innovation sont considérées comme une seule et même chose. Or, elles sont bien différentes.
- Le financement est largement concentré dans la recherche fondamentale et exploratoire menée dans les universités. En revanche, l'ensemble des collèges, y compris les grands instituts polytechniques du Canada, n'ont droit qu'à 1,7 % du financement fédéral annuel, totalisant plus de 3 milliards de dollars, investi dans les activités de R-D entreprises aux cycles supérieurs.
- Le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (PICC), administré par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), reçoit beaucoup plus de demandes qu'il ne peut en accepter alors qu'il est le seul programme de financement de la recherche à appuyer le modèle de recherche appliquée et d'innovation en collaboration avec l'industrie en usage dans les établissements polytechniques.
- Les programmes fédéraux de perfectionnement des talents qui visent à répondre aux besoins en capacité d'innovation des entreprises ne tiennent pas compte de l'éventail complet des talents, tels que ceux des travailleurs qualifiés, des techniciens et des technologues.
- Des préjugés persistants créent une hiérarchie faussée des niveaux de scolarité.

Le [Plan pour l'innovation et les compétences 2017](#) du gouvernement fédéral fait état d'une gamme d'initiatives pertinentes pour satisfaire les aspirations nationales en matière d'emploi et de croissance. Cependant, pour surmonter ces problèmes et ces obstacles persistants, les Canadiens ont besoin d'une action ciblée sous les rapports de l'innovation et du talent. Dans son prochain budget, le gouvernement fédéral devrait rajuster, rééquilibrer et repenser ses programmes de manière à prendre en considération et à accroître les contributions des instituts polytechniques à notre économie.

Contribution des instituts polytechniques à la recherche appliquée et à l'innovation

Les instituts polytechniques stimulent l'innovation dans les entreprises en leur offrant un savoir-faire dans le développement expérimental, la validation commerciale, l'adoption des technologies et l'accès à celles-ci, ainsi que dans la mise à l'essai de produits et de processus préalable à la commercialisation. Ils aident également les entreprises en mettant à leur disposition du matériel pour les composantes coûteuses du processus de mise au point de produits.

Les instituts polytechniques font en sorte que les entreprises, petites et grandes, de tous les secteurs d'activité innovent et comblent le déficit d'exploitation commerciale. Au cours des cinq dernières années, 75 % des initiatives de collaboration pour l'innovation de nos membres ont été menées avec des petites et moyennes entreprises (PME) qui, autrement, n'auraient pas eu la capacité ni les moyens d'innover.

En 2016 seulement, nos membres :

- ont collaboré avec 2 250 entreprises;
- ont mis au point 1 150 prototypes conjointement avec des entreprises;
- ont enregistré une hausse de 37 % des recettes de la recherche appliquée découlant de partenariats avec l'industrie.

Apporter un nouveau dynamisme aux entreprises : rajuster et rééquilibrer l'investissement dans les activités de recherche appliquée des instituts polytechniques

Pratiquement toute l'aide à la collaboration en recherche appliquée entre le secteur privé et les instituts polytechniques provient du PICC.

- Le PICC dispose d'un budget annuel de 53 millions de dollars qu'il verse à plus de 110 collèges et instituts polytechniques.
- Ce financement permet aux collèges et aux instituts polytechniques d'acquérir du matériel, de mettre en place des bureaux de recherche, de rémunérer du personnel de recherche et d'établir des partenariats de recherche pilotés par l'industrie.
- Dans ses deux derniers budgets, le gouvernement fédéral n'a pas augmenté l'enveloppe budgétaire du PICC et, en raison des nombreux engagements pluriannuels conclus par ce dernier, aucun nouveau concours ne peut être lancé.

À l'heure où le dynamisme des petites entreprises devrait constituer une priorité absolue pour notre pays, il est enfin temps d'intensifier l'investissement dans la collaboration pour l'innovation, et ce, en prenant les mesures indiquées ci-dessous.

1. Renforcer le soutien aux activités de recherche appliquée et d'innovation des instituts polytechniques et des collèges

Afin de répondre à la demande d'innovation, le gouvernement devrait considérablement augmenter l'enveloppe budgétaire du PICC en doublant le niveau des engagements actuels. L'innovation apportée par les instituts polytechniques en collaboration avec l'industrie est clairement en demande, comme en témoignent les 2 815 entreprises ayant

reçu des fonds du PICC l'an dernier seulement. Cependant, les niveaux de financement actuels ne permettent pas de répondre à cette demande.

En outre, le cadre du PICC devrait être élargi pour répondre à la demande d'innovation dans la société en général. Il faudrait notamment y inclure le secteur de la santé qui, à l'heure actuelle, ne peut tirer profit des capacités d'innovation des instituts polytechniques.

2. Améliorer l'accès des entreprises aux capacités d'innovation des instituts polytechniques

Afin de mettre à profit les capacités en recherche appliquée des instituts polytechniques pour accroître l'innovation dans les entreprises et de réaliser les gains d'efficacité visés par l'examen horizontal des programmes d'innovation (annoncé dans le budget de 2017), le PICC devrait être intégré à Innovation Canada, la nouvelle plateforme pour l'innovation des entreprises d'ISDE.

L'intégration du PICC à Innovation Canada permettra d'atteindre plus facilement le double objectif exposé dans le budget de 2017 – simplification et orientation client accrue – en offrant aux entreprises qui cherchent à innover un seul point d'entrée dans les programmes fédéraux en matière d'innovation. Ce transfert permettra en outre d'améliorer l'efficacité de l'aide à la R-D offerte aux PME.

3. Créer un programme régional de bons de commercialisation

Pour stimuler l'innovation dans les régions et approfondir les liens entre l'industrie et les établissements d'enseignement, Innovation Canada devrait exécuter une initiative nationale de bons de commercialisation dans les établissements d'enseignement postsecondaire de concert avec des organismes de développement économique régional. Ce programme permettrait de développer rapidement l'expertise des PME en matière de commercialisation, de stratégies de vente et de modèles d'affaires et, par conséquent, d'accélérer le développement des marchés d'exportation.

Ce programme de bons constituera un complément indispensable de l'engagement financier actuel des supergrappes, et renforcera les écosystèmes de l'innovation dans l'ensemble du Canada.

Contribution des instituts polytechniques aux compétences

Le modèle d'enseignement public appliqué de niveau supérieur sur lequel les instituts polytechniques fonctionnent améliore la capacité de production du Canada en créant une main-d'œuvre multidisciplinaire dotée de compétences pertinentes au XXI^e siècle.

- Ce modèle propose une formation technique et pratique adaptée aux besoins des entreprises à tous les niveaux d'enseignement : baccalauréats² de quatre ans, diplômes d'études collégiales et supérieures, certificats et formations d'apprenti dans des métiers spécialisés.
- Il offre aux étudiants une expérience concrète en leur donnant accès à des possibilités d'apprentissage intégré au travail.

² L'Institut de technologie de la Colombie-Britannique offre également des programmes de maîtrise.

- Il fait appel aux employeurs lors de la conception des programmes d'études, garantissant ainsi que les étudiants acquièrent des compétences recherchées dans des domaines recherchés.
- Il promeut les métiers spécialisés et leurs contributions à l'économie.

En 2015-2016, les 13 membres de Polytechnics Canada comptaient plus de 212 000 étudiants à temps plein, 95 000 étudiants à temps partiel, 280 000 inscriptions à leurs programmes d'éducation permanente et 46 000 apprentis, ce qui représente une part importante de la population étudiante du Canada.

Les instituts polytechniques offrent diverses solutions en formation professionnelle aux Canadiens à tous les stades du marché du travail : ceux qui cherchent à y entrer, ceux qui occupent un emploi mais qui ont besoin de perfectionnement professionnel et ceux qui souhaitent réintégrer le marché du travail après avoir perdu leur emploi. Une bonne politique pour l'emploi favorisant la productivité doit autant chercher à procurer de l'emploi qu'aider les travailleurs à conserver leur emploi.

Améliorer la productivité des travailleurs : repenser et assurer le recyclage

Trouver les bonnes personnes, dotées des bonnes compétences, constitue un défi permanent. Lorsque les compétences des employés ne conviennent pas aux postes qu'ils occupent, la capacité de production du Canada en pâtit. Il est essentiel de se doter de politiques qui améliorent l'adéquation des compétences sur les marchés du travail. Le Canada doit faire mieux pour aider les gens à s'orienter sur le marché du travail et dans le système d'enseignement postsecondaire.

En mettant en œuvre son [Plan pour l'innovation et les compétences](#), le gouvernement devrait veiller à ce qu'il soit plus facile de s'adapter aux tendances du marché du travail et tâcher d'améliorer les possibilités économiques pour les travailleurs de tous les secteurs. Il devrait notamment tâcher de répondre aux besoins en gens de métier, techniciens et technologues, en profitant de la chance inégalée que représentent les 190 milliards de dollars dédiés à l'infrastructure. Le gouvernement pourrait multiplier l'incidence de ce financement en l'utilisant de manière à ce que la prochaine vague de travailleurs qualifiés acquière l'expérience nécessaire pour construire et entretenir l'infrastructure de la prochaine génération.

Toutes les formes d'enseignement et de formation postsecondaire devraient être traitées sur un pied d'égalité, et il est possible de faire beaucoup plus pour faire savoir aux Canadiens qu'il existe d'excellents programmes de formation publics en dehors des programmes universitaires. Afin d'aider les Canadiens à choisir un domaine d'études et à conserver leur emploi, nous prions le Comité de donner son appui aux quatre recommandations qui suivent.

- 1. Investir dans la collecte de nouvelles données afin de combler des lacunes criantes**
 - i. Investir dans une enquête sur les nouvelles compétences recherchées**

Pour aider les Canadiens à acquérir des compétences recherchées, il faut d'abord savoir et prévoir quelles compétences sont en demande sur un marché du travail qui

évolue rapidement. À l'heure actuelle, aucune enquête *spécifiquement axée sur les compétences* n'est réalisée auprès des employeurs.

Le nouvel organisme gouvernemental chargé d'appuyer l'acquisition et la mesure des compétences devrait avoir pour priorité de créer une enquête destinée à informer les apprenants et les enseignants en vue de mieux aligner les compétences des chercheurs d'emploi sur les besoins des employeurs.

ii. Investir dans la création d'un système national de numéros d'inscription à l'apprentissage

Le Canada manque de données exactes, à jour et pertinentes sur le nombre d'apprentis au pays et, en particulier, sur les raisons du faible taux d'accréditation de métier.

Le gouvernement fédéral devrait allouer des fonds à Statistique Canada pour que celui-ci mette en œuvre un système national de numéros d'inscription à l'apprentissage. Ce système permettrait au gouvernement fédéral d'assurer un suivi des apprentis dès leur inscription à un programme de formation et de dresser un portrait plus complet de leur parcours de formation dans les métiers ainsi que des obstacles à l'achèvement de leurs études.

2. Bonifier les aides fédérales à l'apprentissage intégré au travail

L'apprentissage intégré au travail est un outil crucial pour accroître le potentiel de réussite et d'intégration des étudiants au marché du travail. Les nouveaux programmes d'apprentissage intégré au travail d'EDSC et d'ISDE devraient être améliorés de manière à répondre à la demande des employeurs et l'éventail de stages devrait être élargi à l'ensemble des secteurs d'activité.

3. Investir dans les aides nationales à la reconnaissance des acquis pour les travailleurs en milieu de carrière

Le gouvernement doit prendre des mesures pour aider les employeurs à inventorier les compétences des chercheurs d'emploi et faciliter le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi.

L'évaluation et la reconnaissance des acquis, ainsi que la mise en évidence et la validation de l'apprentissage formel et informel, permettent aux travailleurs d'acquérir des compétences et de les mettre en valeur. La reconnaissance des compétences facilite le redéploiement des travailleurs sur le marché du travail et permet en outre de cerner plus facilement les possibilités de perfectionnement professionnel.

Les instituts polytechniques et les collèges possèdent un savoir-faire fondamental en évaluation des acquis. Des investissements fédéraux visant à accroître ces capacités peuvent remédier au problème de suppression d'emplois attribuable à l'automatisation, car ils permettraient de cerner plus efficacement les besoins de recyclage professionnel. Qui plus est, ces investissements bonifieraient les prêts et les bourses d'études pour les apprenants adultes prévus dans le budget de 2017.

Conclusion

Le gouvernement ambitionne d'améliorer la productivité et la compétitivité tout en réduisant l'inégalité des revenus et en assurant la croissance de la classe moyenne du Canada. Or, pour ce faire, il devra compter davantage sur la contribution de l'enseignement supérieur à l'économie et à la société.

Il est maintenant temps de tirer pleinement parti des capacités des instituts polytechniques du Canada. Dans son budget de 2018, le gouvernement devrait :

- Rajuster l'investissement dans les activités de recherche appliquée des instituts polytechniques et des collèges;
- Rééquilibrer sa contribution financière aux activités de R-D menées par les établissements d'enseignement supérieur;
- Repenser et moderniser ses mesures de soutien aux apprenants et aux employeurs.

Il nous tarde de collaborer avec le Comité afin de faire en sorte que chaque Canadien et Canadienne contribue activement et de façon productive à notre économie en pleine transformation.